

# 2000

## U TERRITOIRE DÉVELOPPEMENT ESPACE

*Il est ici question de prévision et d'action. Cinq années d'étude et de réflexion, en France comme à l'étranger, ont conduit à reculer progressivement l'horizon : 1985, 2000 puis 2020.*

*Non pas pour entr'ouvrir la porte au rêve mais parce que l'action requiert préparation et recul.*

*La prévision n'est pas la prédiction : elle élabore des hypothèses, dessine des tendances, mesure des cohérences ou discerne des tensions. Elle prend en compte les ruptures de tendance et les mutations des sociétés en développement. Elle propose des choix où les sciences humaines ont un rôle décisif et que les pays se doivent de pouvoir expérimenter. La prévision d'autre part ne s'arrête pas à une date : elle analyse des étapes et, elle-même, tient à être remise en cause de manière permanente.*

*L'action se nourrit d'avenir, d'un avenir de plus en plus lointain. Malgré l'obsolescence accélérée de certains équipements, les grandes infrastructures du pays doivent être programmées longtemps à l'avance, des axes tracés, des terrains réservés. Des ambitions nationales nettement fixées faciliteront l'exercice de libertés régionales renforcées. Tel est le sens du schéma général d'aménagement de la France que notre pays se trace dans l'année qui vient, à l'horizon de 1985.*

*Tracer des schémas pour 1985 et poser des grands problèmes à cette échéance pour les routes rapides, les ports, les voies navigables, les grandes villes, les zones rurales de reconversion, les télétransmissions, l'information, les pôles de développement de l'université, et de la recherche, c'est se contraindre à prévoir à des horizons très lointains. Organiser et décider aujourd'hui pour 1985 oblige à explorer l'espace des cinquante prochaines années.*

OLIVIER GUICHARD

Ministre délégué auprès du Premier Ministre,  
Chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire.

# PRÉVOIR POUR 50 ANS

« Il est toujours plus tard qu'on ne croit. »  
proverbe chinois

Le dessin des 50 prochaines années commence à se former. La recherche biologique et médicale, les grands programmes de la production énergétique, de l'urbanisme ou des transports, par exemple, ont besoin de mesurer certaines tendances à long terme. Des centres de recherche — plus nombreux qu'on ne pense — s'efforcent, chacun dans leur spécialité, de poser des jalons pour le lointain avenir, de dégager des hypothèses et de proposer parfois à la société le choix entre plusieurs options.

Avec des « horizons » qui sont et doivent être différents (l'échéance 2000 est trop longue pour des domaines comme l'enseignement, la technologie industrielle ou l'informatique mais insuffisante déjà pour la programmation urbaine, l'énergie ou l'économie forestière), ces vues prospectives particulières ont besoin de se rapprocher les unes des autres. Des efforts nombreux se développent dans le monde en ce sens, à l'initiative d'organisations internationales, nationales, publiques ou privées.

Aux États-Unis, une « Commission de l'an 2000 » a été mise en place en 1966 et des instituts polyvalents s'y multiplient; en Grande-Bretagne existe le « Comité des 30 prochaines années »; le groupe « Mankind 2000 » a tenu un congrès international à Oslo en 1967; à la même époque avait lieu à Tokyo un Congrès mondial de prospective; en URSS, l'Académie des Sciences a réalisé des travaux sur l'an 2000; en Tchécoslovaquie, à Marienbad, une rencontre a fait en 1968 le point d'une étude collective interdisciplinaire... En France, Gaston Berger avait, dès 1957, créé le Centre International de Prospective (aujourd'hui Centre d'Études Prospectives) et H. Bertrand de Jouvenel, en animant l'équipe des « Futuribles », réalise le projet d'un « forum prévisionnel ».

L'originalité du colloque international qui s'est déroulé à Gif-sur-Yvette, en France, entre le 25 et le 30 mars 1968, est d'avoir imposé à toutes les réflexions prospectives une référence commune: les territoires et leur organisation, ce qu'en France nous appelons « aménagement du territoire ».

La recherche d'une référence géographique des réflexions prospectives fournit aux différents chercheurs un des communs dénominateurs utiles et enrichit mutuellement les réflexions des ingénieurs, des chercheurs en sciences exactes, des spécialistes des sciences humaines et des généralistes. Le caractère international du colloque a, en outre, ouvert largement les confrontations en permettant à tous les responsables de l'aménagement des territoires de mieux mesurer l'interaction de l'espace et du temps, du territoire et de l'innovation.

Cette inscription géographique du progrès technique permet non seulement de vérifier certaines cohérences de prévisions élaborées secteur par secteur mais aussi de réfléchir aux cadres de vie des hommes de demain.

Qu'il soit entendu que ces cadres de vie sont nombreux.

Ils se situent à des échelles différentes: le cadre du logement, le cadre familial, le cadre urbain constituent des niveaux fondamentaux. L'aménagement du territoire, dans la mesure où il est concerné par ces différents niveaux, se situe à une échelle géographique qui est le millionième et davantage encore (\*)

A cette échelle, les priorités s'appellent choix des grandes zones d'industrialisation et des grands sites portuaires, dessin des infrastructures de transport, organisation hiérarchisée du réseau urbain et réservations foncières, localisation des principaux centres de recherche, détermination des zones de mutation agricole...

Cette rencontre entre les techniques avancées et la géographie s'est effectuée à l'horizon 2020. L'échéance des 50 prochaines années n'est pas trop éloignée pour cela: nombre d'adultes de l'an 2020 sont déjà nés et déjà toute action sur la morphogénèse par exemple nous échappe; c'est déjà pour l'an 2000 que l'on dessine aujourd'hui les trames d'organisation des grandes villes; les « livres blancs » et les schémas directeurs de la région parisienne et ceux des métropoles d'équilibre posent les problèmes à échéance 2000-2010. La planification de la ville de Moscou

(\*) Soit vingt fois plus haut que l'échelle des cartes routières que l'on utilise couramment.



se fixe à l'horizon 2020. En France, dès 1968, le réseau des grandes infrastructures de transports sera examiné à un niveau interministériel pour 1985 en fonction d'horizons plus lointains encore et, déjà, un « schéma directeur de la France » se dessine.

Il n'est pas prématuré de définir des choix 50 ans à l'avance même s'ils doivent être revus et même périodiquement remis en cause. Penser à 2020 n'est pas une solution de facilité, une fuite en avant, ce n'est pas un alibi pour les générations présentes, la marque de leur incapacité à résoudre les problèmes de justice sociale ni de leur impuissance à forcer les goulets d'étranglement économiques ou techniques.

La prospective est pour notre société la seule chance de poser les vrais problèmes et de choisir à temps son destin ; elle crée une liberté plus vraie. Elle est même la liberté parce qu'elle est la conscience du devenir.

Encore en faut-il maîtriser le bon usage. La prospective est une technique d'action au service d'un état d'esprit exigeant : elle se conforte par l'exercice. Sa démarche ne l'apparente pas aux visions paresseuses des scènes de la vie future. Il ne s'agit pas de prédire ce qui se passera en 1985, en 2000 ou 2020. Il ne s'agit pas de s'abandonner au fétichisme de la date du futur et à l'événementiel des tournants de l'histoire. La prospective n'est pas un déterminisme à la carte. Elle énumère des possibilités technologiques, elle confronte des tendances lourdes et les faits porteurs d'avenir : elle se propose non d'annoncer le sûr mais d'offrir une méthode de recherche du souhaitable. Elle a surtout pour dynamique d'inciter la société à choisir entre des options fondamentales.

L'économie entre ici pour sa part. Bien sûr, avec l'élévation du niveau de vie, des réalisations que leur prix rendrait aujourd'hui inabordables deviendront possibles mais les décisions se prendront cependant en fonction des coûts. La possibilité de tout faire est une espérance de la technique : mais ce qui compte c'est le choix que l'on fera d'une panoplie de virtualités techniques : l'avenir dépend donc de la définition de la société elle-même, ou plutôt des arbitrages successifs qu'elle rendra entre maintenant et l'an 2020.

Tout ne sera pas décidé en 1968 et l'occasion est donnée constamment à la société de se redéterminer. Encore faut-il qu'elle ait la liberté et le désir de le faire. Il ne s'agit donc pas de fixer le définitif de 2020 mais de faire en sorte que les actions de la société de 1968, celle de 1970 ou de 1972 par exemple, soient propres à laisser à la société de demain les choix convenables.

Mes premières paroles seront pour saluer votre audace.

Je sais que cette évolution rapide est pleine d'imprévus et d'imprévisibles, et vous le savez mieux encore que moi. Tout le monde a entendu dire que telle grande entreprise de l'industrie chimique professait que la plus grande partie de son activité, dans dix ans, concernerait des produits aujourd'hui inconnus. Je crois avoir lu tout récemment que 60 %, peut-être plus, des produits alimentaires qui seraient en vente en France dans dix ans, n'existaient pas à l'heure actuelle.

On pourrait conclure que vous vous attachez à un problème insoluble. En effet, comment mesurer les rapports entre l'évolution des techniques et l'aménagement du territoire, si l'évolution des techniques défie la prévision ? Je crois que ce scepticisme serait à la fois décourageant et aberrant. Pourquoi ?

Parce que d'abord nous n'avons pas le choix ; d'abord pour les hommes eux-mêmes : je pense à la solidarité nécessaire avec les victimes du changement et du progrès. Partout, les mutations créent un problème de l'emploi ; éluder ce problème, ne pas le considérer par rapport au progrès technique, serait encore une manière de ne pas être un homme ou une femme de notre temps.

Ensuite parce que les mutations dans le domaine de l'infrastructure, celles qui concernent l'aménagement des territoires et la géographie s'effectuent sur longue période, 20, 30, 50 ans ou même un siècle. D'ailleurs les rapports entre l'évolution des techniques et l'aménagement du territoire, me paraissent être, à première vue, caractérisés autant par la rupture des liens anciens que par la création de liens nouveaux.

Il faut mesurer ces liens nouveaux : les télécommunications par exemple abolissent les distances entre les chercheurs, entre les machines, entre les gestionnaires aussi. Il y a donc un effet libérateur : à vous de mesurer ou d'essayer de mesurer le degré de cette libération partielle.

En bref, voulez-vous que je vous dise le fond de ma pensée ?

Je crois que l'aménagement du territoire lui-même doit devenir une technique, et une technique avancée.

Maurice SCHUMANN

*Ouverture du colloque de Gif-sur-Yvette le 25 mars 1968*

C'est dire que la prospective n'est pas un faux-fuyant et qu'elle nous ramène très concrètement aux choix du présent. C'est dire aussi que le colloque de 2020 n'est pas une clôture mais une ouverture et que, déjà, les responsables ont décidé de se mettre au travail pour organiser l'« après colloque » (\*).

Un nouveau colloque de « géoprospective » sera réuni en 1970 : son caractère international sera accentué. Son programme sera arrêté dès la fin de cette année pour permettre à des groupes de travail de pousser leurs réflexions tout au long de l'année prochaine.

(\*) La Documentation Française publiera avant la fin de l'année les documents analytiques du colloque.



Les avantages des études prospectives à long terme pour l'aménagement du territoire sont évidentes; elles sont autour de nous. Il suffit de constater dans quelle situation nous a mis aujourd'hui le manque de prévision de ces dernières décennies pour mesurer l'intérêt de cette étude de l'avenir: les encombrements dans les villes et sur les routes, l'urbanisme désuet, les pollutions, et même dans des pays de haute civilisation matérielle, le manque d'eau sont, à titre d'exemple, les conséquences de ce manque de recherche prospective.

Il est indispensable que dans nos civilisations la recherche du futur s'inscrive dans les réalités, c'est-à-dire que cette recherche du futur doit figurer dans les préoccupations quotidiennes, permanentes, des responsables des États, des responsables des collectivités locales, et des responsables des entreprises économiques.

Bien entendu, il y a ceux qui raillent ceux qui se préoccupent de l'horizon 1985 ou de l'an 2000. C'est facile. Qu'il me soit permis de leur dire que le scepticisme ne suppose ni pénétration d'esprit, ni finesse de critique, mais bien plutôt hébétéité et incapacité de comprendre le vrai. C'est ce qu'Ernest Renan écrivait déjà dans « *L'Avenir de la Science* ». Ceux qui, pays ou entreprises, se désintéresseraient de la prospective se condamneraient irrémédiablement à la décadence.

Vous comprendrez que je tiens ici à évoquer la haute figure de Gaston Berger, en citant une de ses formules qui allaient loin, et qu'il savait exprimer dans son style si simple et si direct:

« Nous sommes emportés dans une course qui s'accélère. L'automobile qui parcourt à vive allure une région inconnue la nuit doit être munie de phares puissants. Rouler vite, sans rien voir, serait proprement une folie. N'est-ce pas dans une aventure de cette sorte que s'engagerait, le cœur léger, notre humanité actuelle, si elle ne perfectionnait pas les moyens de la prospective? ».

Oui; la prospective telle que vous l'avez pratiquée au cours de cette semaine de colloque international est une des plus rentables de toutes les entreprises humaines.

Raymond MARCELLIN

*Clôture du colloque de Gif-sur-Yvette le 30 mars 1968*

En France, un dispositif va être mis sur pied pour donner une impulsion vigoureuse aux réflexions sur les 50 prochaines années et surtout rechercher les moyens concrets de faire entrer ces réflexions dans la réalité, en particulier pour ce qui concerne la géographie volontaire, essence de l'organisation du territoire. Cette décision a été prise lors de la séance du colloque présidée par M. Aigrain, Délégué général de la Recherche Scientifique et Technique (\*).

En ce qui concerne les réflexions, un collège des études sur le long terme et l'aménagement du territoire sera créé. Il aura pour mission:

— d'élaborer et mettre en œuvre des méthodes rationnelles de choix prospectifs,

— d'orienter les réflexions vers des points précis en faisant appel à des spécialistes de divers pays,

— d'aider à la collecte et au traitement des données prospectives à la manière d'une banque d'informations, de façon à prendre en compte des techniques avancées pour les décisions sur le long terme,

— de proposer les orientations à long terme des recherches intéressant l'aménagement du territoire et de provoquer certaines expérimentations immédiates,

— d'assurer les échanges avec les organismes d'études prospectives en France et à l'étranger,

— d'assurer une information convenable et sa meilleure circulation.

Nul doute que les études et les réflexions permettront de la sorte d'éclairer les choix de grande portée comme celui d'un schéma directeur du pays.

Les réflexions sur le long terme s'appuieront sur une expérimentation. La vérification d'hypothèses de travail devra être poussée sur des problèmes-clefs clairement posés et des conclusions pourront en être rapidement tirées. Parmi les nombreux thèmes dégagés, à Gif-sur-Yvette, de la journée consacrée aux problèmes de l'énergie, deux thèmes, à titre d'exemple, se prêtent à l'expérimentation ou à la simulation.

— la mise au point d'un modèle de groupement au sol des réseaux de communication, de transports, d'énergie et de télécommunications,

— l'étude immédiate des sites destinés à abriter une trentaine de centrales nucléaires maritimes de grande capacité de production.

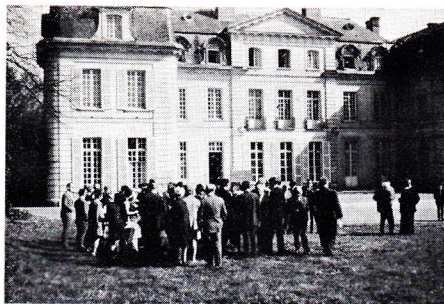
L'expérimentation, si possible en vraie grandeur, ou la simulation sont indispensables pour mesurer convenablement les interactions entre techniques nouvelles et comportements. Que signifie aujourd'hui une recherche-développement en sociologie urbaine, par exemple, qui ne s'appuierait pas sur des exemples d'innovations in vivo? L'aérotrain, la construction industrialisée de logements et d'écoles nouvelles sont des incursions qu'il faudrait multiplier et qui proposent — en circuit court — quelques jalons du monde de demain.

Ainsi les travaux entrepris à Gif-sur-Yvette sont une ouverture sur le futur. Ainsi sera mise en place en France une de ces structures permanentes de réflexion qui permettront aux pays et sans doute aux diverses régions européennes de mieux connaître l'évolution du cadre de vie des hommes et, en la connaissant, de mieux fonder l'avenir.

*Pierre AIGRAIN, Serge ANTOINE, Jacques BLOCH-MORHANGE, Marcel BOITEUX, Fernand BRAUDEL, Paul CASTAIGNE, Robert GALLEY, Hugues DE L'ESTOILE, Jérôme MONOD, Marc ZAMANSKY.*

(\*) L'annonce en a été faite par M. Marcellin, alors Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire.





Plus de 300 personnalités scientifiques ont participé, à Gif-sur-Yvette, du 25 au 30 mars 1968, aux travaux du "colloque sur l'aménagement du territoire et les techniques avancées." Ce colloque était placé sous la responsabilité d'un comité d'organisation composé de MM. Marcel Boiteux, directeur général d'E.D.F., Fernand Braudel, professeur au Collège de France, président de la sixième section à l'école pratique des Hautes Études, Paul Castaigne, vice-doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Robert Galley, délégué à l'Informatique, Marc Zamansky, Doyen de la Faculté des Sciences de Paris; Jacques Bloch-Morhange assurant le secrétariat général.

Chaque journée était consacrée à un thème : le premier jour, lundi 25 mars, à l'Énergie, sous la présidence de M. Marcel Boiteux, le mardi 26 à l'Informatique, sous la présidence de M. Robert Galley; le mercredi 27 aux Communications, sous la présidence de M. Pierre Marzin, directeur général des Télécommunications; le jeudi 28 à l'Agriculture, sous la présidence de M. Philippe Lamour, président de la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire; le vendredi 29 à l'Urbanisation, sous la présidence, le matin, de M. Bernard Delapalme, président de la Société Rhône-Alpes, et l'après-midi de M. Pierre Racine, Conseiller d'État, en présence de M. René Montjoie, Commissaire général du Plan.

Trente-deux personnalités étrangères ont donné au colloque une dimension internationale et permis d'élargir les débats aux problèmes des pays développés.

## PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES PRÉSENTES AU COLLOQUE INTERNATIONAL DES TECHNIQUES AVANCÉES DE GIF-SUR-YVETTE (FRANCE)

|                                                                                                                                                                                                        |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <b>ANDREWS Clay</b> Director of Zurich Research Laboratories IBM                                                                                                                                       | ÉTATS-UNIS      |
| <b>AUBRAC Raymond</b> Directeur à la Division de la Liaison entre services.                                                                                                                            | F.A.O. ROME     |
| <b>BAUMGARTNER Jean-Pierre</b> Economiste, Adjoint au Secrétaire Général des Chemins de Fer Fédéraux Suisses                                                                                           | SUISSE          |
| <b>BECKERMAN W.</b> Professeur à Balliol, Oxford. Conseiller Economique du Board of Trade                                                                                                              | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>BOULADON G.</b> Chef du Département d'Engineering. Institut Battelle                                                                                                                                | SUISSE          |
| <b>BUCHANAN Colin D.</b> Professeur à l'Imperial College of Science and Technology                                                                                                                     | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>CARON DE LA CARRIERE Etienne</b> Directeur de la Fédération Routière Internationale                                                                                                                 | SUISSE          |
| <b>DOXIADIS Constantinos A.</b> Président Doxiadis Associés Int., Président du Conseil de l'Institut Technologique d'Athènes. Président du Centre d'Ekistique d'Athènes                                | GRÈCE           |
| <b>DYCKMANN John William</b> Professor and Chairman of the Department of City and Regional Planning - Berkeley                                                                                         | ÉTATS-UNIS      |
| <b>GLASSBOROW David</b> Head of Economic Research. Transport Holding Company                                                                                                                           | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>HAWKES,</b> Revue « Nature »                                                                                                                                                                        | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>HEESEMANN,</b> Directeur Général Adjoint pour les questions d'énergie au Ministère Fédéral de l'Economie                                                                                            | ALLEMAGNE FÉD.  |
| <b>LEARDINI Teo,</b> Directeur aux Etudes et Recherches Enel                                                                                                                                           | ITALIE          |
| <b>LLEWELLYN Arthur I.</b> Head of Computer Advisory Service. Ministry of Technology                                                                                                                   | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>LOGUE Edward J.</b> Principal Development Consultant, Fort Lincoln Project, Washington, D.C., Visiting Professor, Boston University U.S.A.                                                          | ÉTATS-UNIS      |
| <b>MAAS Felix Dan,</b> Director of Agricultural Training and Extension Services. Ministère de l'Agriculture                                                                                            | ISRAËL          |
| <b>MC. ARTHUR Alexander</b> Chief Technical Officer, Crofters Commission, Inverness.                                                                                                                   | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>MATOUSEK Vladimir</b> Architecte, Directeur de l'Institut de Recherches du Bâtiment et de l'Architecture à Brno                                                                                     | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| <b>MENKE GLUCKERT Peter</b> Directeur des Affaires Scientifiques à l'O.C.D.E.                                                                                                                          | ALLEMAGNE FÉD.  |
| <b>NEKRASSOV I.I.</b> Membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Chef de la Délégation de l'Académie des Sciences près du Conseil pour l'Etude des forces productrices du Gosplan. | U.R.S.S.        |
| <b>OETTL Karl,</b> Ordentlicher Professor, dr. Universität, Mannheim                                                                                                                                   | ALLEMAGNE FÉD.  |
| <b>OTEYZA Luis G. de,</b> Subdirector General del Servicio Nacional de Concentration. Parcelaria y Ordenación Rural, Madrid.                                                                           | ESPAGNE         |
| <b>PAVLOVA M.A.</b> Agrégée ès-sciences, collaboratrice scientifique à l'Institut de l'Economie Mondiale et des Relations Internationales de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.                     | U.R.S.S.        |
| <b>PELIKAN Pavel,</b> Institut de recherche en économie Industrielle de Prague                                                                                                                         | TCHÉCOSLOVAQUIE |
| <b>RAUP Philip,</b> Professor, Department of Agricultural Economics, University of Minnesota, St Paul.                                                                                                 | ÉTATS-UNIS      |
| <b>RICHARDSON Jacques,</b> Chief European Correspondent of "Science and Technology" (revue mensuelle new yorkaise)                                                                                     | ÉTATS-UNIS      |
| <b>RODWINY Lloyd,</b> Chairman, Faculty Committee Joint Center for Urban Studies. Prof. Department of City and Regional Planning, M.I.T.                                                               | ÉTATS-UNIS      |
| <b>ROTHERHAM L.</b> DSc, FRS, Member for Research of Central Electricity Generating Board                                                                                                              | GRANDE-BRETAGNE |
| <b>RYUM Sten</b> Chef de Section, Ministère de l'Agriculture, Commission d'Etat sur l'Aménagement des Exploitations, lecteur au haut enseignement de l'Aménagement du Territoire                       | DANEMARK        |
| <b>SEIFERT William</b> Assistant Dean of Engineering and Director of Project Transport, Massachusetts Institute of Technology                                                                          | ÉTATS-UNIS      |
| <b>SIMON Georges</b> Directeur Général de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne                                                                                                        | BELGIQUE        |
| <b>TESSARI Igino</b> Direttore dal l'Istituto di Macchine del l'Universita di Trieste                                                                                                                  | ITALIE          |

